

La Présidente de séance

  
Henrielle LE GUELLAUT

Le directeur de la direction départementale  
de la Cohésion Sociale,

  
Thierry MARCILLAUD

Le préfet, le maire, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.  
Cette décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

- Soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la construction ou du ministre chargé des personnes handicapées.  
L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être différée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.
- Soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent  
(article 18 à 20-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000)